

# Chocs alimentaires, troubles sociaux et endettement extérieur en Afrique du Nord et Moyen Orient

**Ouhssain Abderrahman**

Doctorant

Laboratoire : Sciences Economiques et Politiques Publiques (LSEPP)

Faculté d'Economie et de Gestion

Université Ibn Toufail – Kenitra - Maroc

**Bensbahou Aziz**

Professeur d'Enseignement Supérieur

Laboratoire : Sciences Economiques et Politiques Publiques (LSEPP)

Faculté d'Economie et de Gestion

Université Ibn Toufail – Kenitra - Maroc

---

**Résumé :** L'insécurité alimentaire de l'être humain affecte négativement la stabilité sociale dans les pays en développement. Selon Lagi et al (2011), le pic des prix des produits alimentaires a été parmi les causes des émeutes de faim et des troubles sociaux de 2008 et 2011 en Afrique du Nord et Moyen Orient. Lorsque l'indice de FAO des produits alimentaires dépasse le seuil 210 aux prix courants, les émettes de faim et troubles sociaux sont de forte probabilité. Le choc alimentaire actuel est plus grave que celui de 2008 et 2011, par conséquent les troubles sociaux sont probables en Afrique du Nord et Moyen Orient.

Le choc alimentaire et les troubles sociaux de 2008 ont augmenté le recours des pays de la région MENA aux financements extérieurs. En vue d'atténuer les émeutes de faim et troubles sociaux. Le FMI a accordé des emprunts aux gouvernements desdits pays (FMI, 2008). Par conséquent, la dette extérieure publique de la région MENA s'est vue augmenter.

Par ailleurs, avec le choc alimentaire et les troubles sociaux accompagnant la crise de covid-19, les déficits extérieurs de la région MENA se sont aggravés. Et le stock de la dette extérieure publique de la région augmentera (FMI, 2022).

**Mots-clés :** Covid-19 ; Chocs alimentaires ; Troubles sociaux ; Dette extérieure publique ; Région MENA.

---

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.6795972>



## 1. Introduction

La pandémie de covid-19 a des effets négatifs sur la production agricole et la sécurité alimentaire des pays en développement. Le mouvement des prix de denrées alimentaires est le facteur clé de la performance de l'économie mondiale (Cashin et al., 2000). L'éloignement social, la rupture des chaînes de production, la baisse des revenus ont aggravé la vulnérabilité des pays en développement (Martin; Zdounba et al., 2020). Les chocs alimentaires ont des effets négatifs sur le pouvoir d'achat des ménages et la stabilité sociale dans les pays importateurs des denrées alimentaires. Les troubles sociaux et émeutes de faim ont été considérés comme conséquence de manque de démocratie et de droits de l'Homme (Lagi et al., 2011). Le choc alimentaire est la cause des troubles sociaux et d'instabilité politique. Même si d'autres facteurs peuvent être identifiés, le pic des prix alimentaires a été souvent coïncidé avec les émeutes de faim et troubles sociaux dans les pays en développement (Lagi et al., 2011). Lagi et al (2011) ont analysé le lien entre le choc alimentaire et les troubles sociaux en Afrique de Nord et Moyen Orient. Selon les auteurs le choc alimentaire de 2011 a déclenché les émeutes de faim, les troubles sociaux et changement des régimes politiques. Un seuil spécifique des troubles sociaux a été identifié (Lagi et al., 2011).

Le FMI a publié en mai 2022 l'indice de Barrett et al (2000) des troubles sociaux. Cet indice décrit l'évolution des troubles sociaux au monde. Les troubles sociaux sont élevés en fin 2019, en suite diminuent pendant la période de la pandémie en raison de l'éloignement social, puis augmentent en 2022, mais restent inférieurs aux niveaux observés en 2019 (FMI, 2022).

Actuellement les pays en développement dépendent du marché mondial des denrées alimentaires pour satisfaire leurs besoins domestiques. Et par conséquent ces pays sont sensibles aux prix mondiaux des produits alimentaires. Toute augmentation des prix alimentaires mondiaux a des effets négatifs sur le bien-être social des populations pauvres. Cette condition est différente de la situation historique des pays en développement comme source des denrées alimentaires. Le bien-être social dans ces pays est actuellement en forte dépendance au marché mondial des produits alimentaires. La dépendance alimentaire a été renforcée par l'internationalisation de fabrication des aliments et la vente en détail à l'échelle internationale (Senauer et al., 2005).

La guerre en Ukraine, problèmes géopolitiques affectent négativement les importations de la région MENA en produits alimentaires (Belhaj, 2022). Les pays de la région sont sensibles aux chocs externes. Les importations alimentaires pèsent sur la situation budgétaire des pays de la région, à l'exception des pays exportateurs du pétrole. Les Chocs extérieurs aggravent les déficits extérieurs de la région, et par conséquent les besoins de financement extérieur augmentent (Banque mondiale, 2022).

Les financements extérieurs alimentent la dette extérieure publique des pays vulnérables aux chocs extérieurs. La théorie économique suggère que les emprunts extérieurs sont le résultat de la croissance des pays pauvres et des taux d'intérêt faibles (Senhadji, 2003). D'autres facteurs peuvent aggraver les déficits extérieurs des pays pauvres, tel que le financement des importations alimentaires. Les coûts, des importations alimentaires ont aggravé les déficits extérieurs des pays vulnérables au pic des prix alimentaires (FMI, 2008). Le FMI a accordé en 2008 des financements aux pays sensibles au renchérissement des prix alimentaires. Les troubles sociaux et l'instabilité politique peuvent aussi aggraver le déficit extérieur. Lorsque l'instabilité politique est forte, le risque d'accumuler la dette extérieure publique devient plus fort (Ozler, 1971; Bohr, 2022).

Dans notre analyse, nous essayons d'apporter l'éclairage sur le lien entre les chocs alimentaires et troubles sociaux dans la région MENA. Pour ensuite analyser l'effet des chocs alimentaires et des troubles sociaux sur l'accumulation d'endettement extérieur de la région.

## 2. Crise alimentaire et troubles sociaux

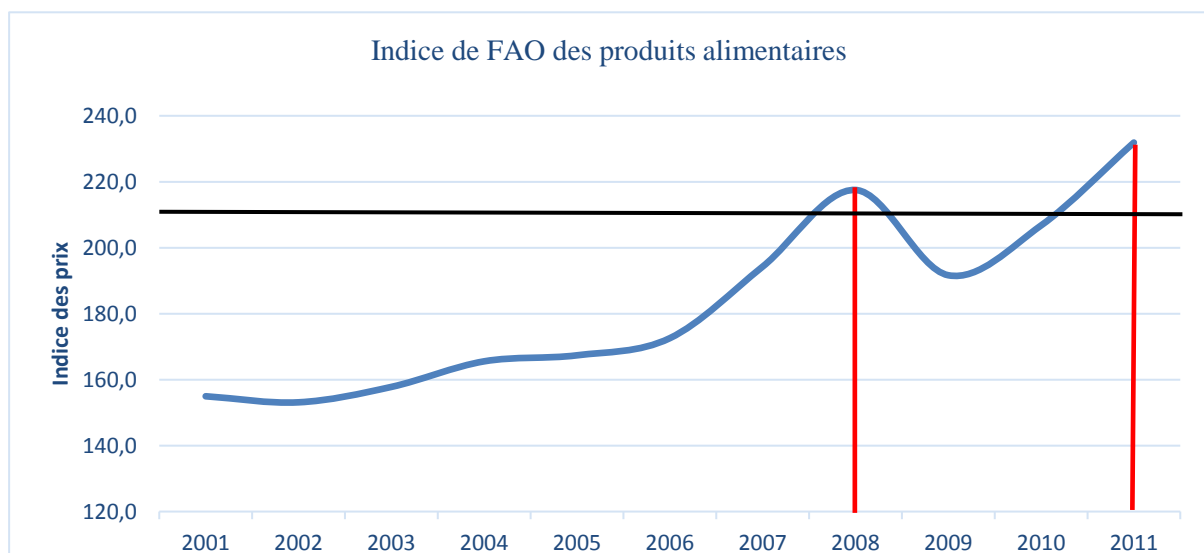
« Démocratie ou non démocratie, les gens ne peuvent supporter autant. A un moment donné, ils se soulèveront et demanderont que leurs besoins soient satisfaits » Shal (2011).

La sécurité alimentaire de l'être humain est un élément important de la stabilité politique. Dans les pays pauvres les gouvernements sont responsables de la sécurité alimentaire. Les populations de ces pays considèrent le maintien de la sécurité alimentaire comme la cause même d'existence des gouvernements. Les prix alimentaires élevés à l'échelle internationale peuvent affecter la stabilité politique des pays pauvres même si les gouvernements de ces pays n'ont aucune responsabilité de ces prix alimentaires élevés (Lagi et al., 2011). Les prix des oignons ont changé les résultats des élections de 2013 en Inde (Torero, 2016).

Le chômage et la pauvreté sont, également, parmi les facteurs qui peuvent contribuer aux troubles sociaux et aux émeutes de faim. Les manifestations violentes de 2011 dans les pays d'Afrique du Nord et Moyen Orient reflètent l'échec politique, mais aussi des pressions économiques sur les populations comme chômage et les pics des prix de denrées alimentaires (Lagi et al., 2011; Rudolfsen, 2018; Shal, 2011).

La banque d'investissement asiatique a publié en 2011 une liste de 25 pays plus vulnérables au pic des prix alimentaires. Ces pays dépendent des importations des denrées alimentaires et consacrent des revenus importants à l'alimentation. Le Maroc, l'Algérie et le Liban sont parmi les cinq premiers pays. L'Egypte en sixième position et la Tunisie étant 18e. Les prix élevés sont parmi les causes des protestations en Algérie, Maroc, Jordanie et Yémen (Mackenzie, 2011). Les pays de la région MENA ont des risques élevés des changements inattendus des prix alimentaires (Lagi et al., 2011).

Lagi et al (2011) ont identifié un seuil spécifique des prix alimentaires au-delà duquel les protestations deviennent probables. Si les prix alimentaires ont une tendance croissante et continue, dépassant le seuil de 210 de l'indice des prix de produits alimentaires de FAO, les protestations et émeutes de faim deviennent probables. Les troubles sociaux et manifestations violentes de 2008 et 2011 dans les pays en développés ont été coïncidés avec le pic des prix des denrées alimentaires (Lagi et al., 2011; Rudolfsen, 2018). Au cours de ces deux années, l'indice de FAO des prix de produits alimentaires a dépassé le seuil 210 aux prix courants.



**Figure 1 :** Chocs alimentaires et protestations sociales en Afrique du Nord et Moyen Orient (Analyse de Lagi et al ;2011).

**Sources :** Elaboration des auteurs sur la base des données de FAO (2022).

La courbe bleue indique l'indice de FAO des prix alimentaires.

Les lignes verticales rouges correspondent aux dates des protestations, émeutes de faim (2008 ;2011) et de changement des régimes politiques (2011) en Afrique du Nord et Moyen Orient.

La ligne horizontale noire correspond au seuil de l'indice de FAO des prix alimentaires (210) au-dessus duquel les troubles sociaux et émettes de faim ont été déclenchés en Afrique du Nord et Moyen Orient.

Lagi (2011) a soumis en 2011 au gouvernement américain un rapport identifiant le risque de troubles sociaux dans les pays en développement. Ce rapport a été soumis quatre jours avant le début de la révolution tunisienne. L'hypothèse selon laquelle le lien entre les prix élevés des produits alimentaires et protestations sociales est confirmée par les observations. Des modèles mathématiques liant les prix des denrées alimentaires et troubles sociaux sont possibles (Lagi et al., 2011).

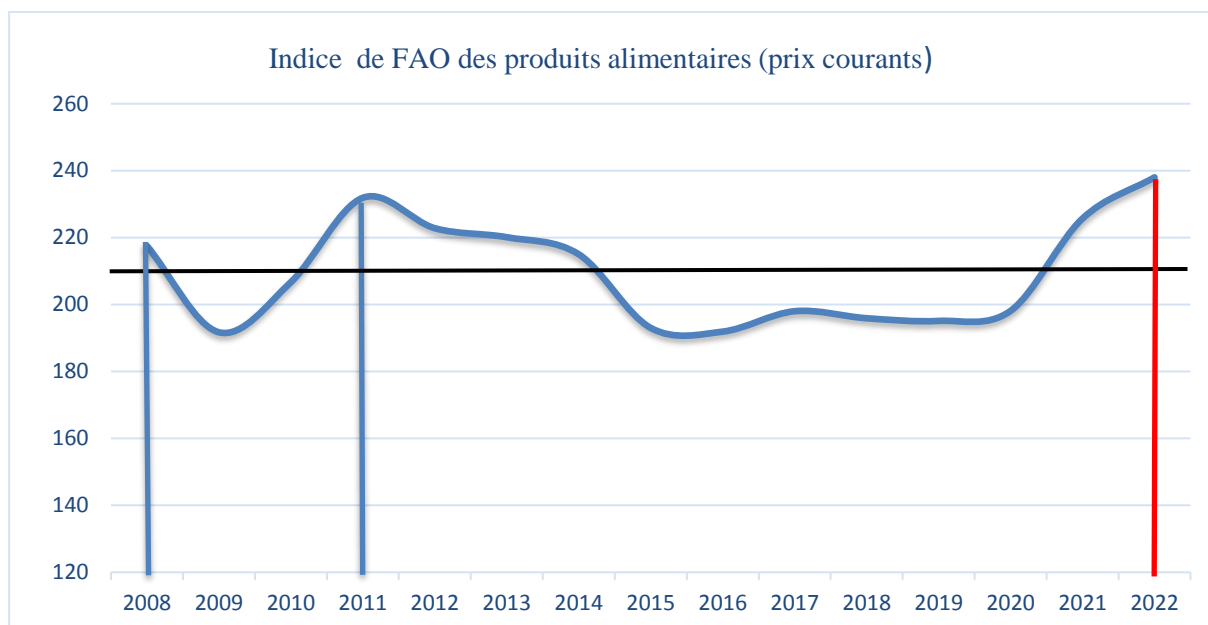
### **3. Covid-19 et crise alimentaire :**

La pandémie de covid-19 a aggravé la discrimination et l'exclusion sociale. Le chômage, l'accès limité à la nourriture peuvent alimenter les violences et troubles sociaux (FAO ;2022). La nourriture doit être disponible et accessible en quantité suffisante à la demande de manière ordinaire. Les chocs macroéconomiques tels que dépréciation du taux de change et inflation importée affectent négativement le pouvoir d'achat des consommateurs. Les comportements de la consommation ont été affectés par les prix des denrées alimentaires et les mesures sanitaires de covid-19 ont aggravé l'insécurité alimentaires (Martin, Zidouemba et al ;2020) et la famine dans le monde (FAO, 2022).

« Les prix mondiaux des produits alimentaires ont bondi en mars 2022 et ont atteint leurs plus hauts niveaux jamais enregistrés, car la guerre dans la région de la mer Noire provoque des chocs dans les marchés des céréales de base et des huiles végétales » (FAO ;2022).  
« Historiquement, les prix élevés des produits alimentaires sont toujours à l'origine des révolutions et troubles sociaux » Rudé (1964).

La région MENA a été affectée par les chocs alimentaires 2008 et 2011. Les pays arabes de golf importent 100% de leurs besoins en aliments (Banque mondiale ;2008). La guerre en Ukraine, les problèmes géopolitiques affectent négativement les importations de la région en produits alimentaires. Les chocs des prix de produits alimentaires et du pétrole aggravent les déficits extérieurs des pays de la région à l'exception de certains pays exportateurs du pétrole tels que Qatar, Arabie saoudite, Koweït, Lybie et Algérie (Belhaj, 2022). Au Maroc par exemple, les importations de blé tendre augmentent de manière continue à cause de la dégradation continue de la production locale. Cette dépendance au marché international de blé tendre augmente le risque de l'insécurité alimentaire de pays (Rerhrhaye, 2021).

Depuis 2011 l'indice de FAO des produits alimentaires a connu une diminution passant au-dessous de 210 en 2015, puis dépassant le seuil 210 en 2021, pour arriver à 240 en 2022. Ce niveau jamais enregistré peut déclencher les émeutes de faim et troubles sociaux dans les pays qui se basent sur les importations alimentaires. Selon le FMI le pic des prix des produits alimentaires a déclenché des protestations sociales dans les pays africains en 2008. La guerre en Ukraine a ses effets négatifs sur le marché des produits de base. Le pic des prix mondiaux de produits alimentaires se transforme rapidement aux prix internes de 18 pays de la région MENA (FAO, 2022; Ianchovichina et al., 2014). Dans la situation actuelle marquée par le pic des prix alimentaires, l'indice de FAO des produits alimentaires a atteint 240 en mars dernier, dépassant le seuil 210 défini par Lagi et al (2011). Le risque des émeutes de faim et des troubles sociaux est de forte probabilité en 2022 et 2023, quel que soit le niveau de revenu ou la situation géographique des pays en développement (ONU; 2022). L'indice de Barrett et al (2000) des troubles sociaux est en augmentation depuis 2019, et quelques protestations sociales ont été déclenchées en Amérique latine (FMI, 2022).



**Figure 1 :** Lien entre prix alimentaires, troubles sociaux et émeutes de faim en Afrique du Nord et Moyen Orient.

**Source :** Elaboration des auteurs sur la base des données de FAO.

La courbe bleue indique l'indice des prix de produits alimentaires (prix courants).

Les lignes verticales bleues correspondent aux années des émeutes de faim et troubles sociaux en Afrique du Nord et Moyen Orient.

La ligne verticale rouge correspond à l'année courante (2022) dans laquelle les émeutes de faim et troubles sociaux sont de forte probabilité en Afrique du Nord et Moyen Orient.

La ligne horizontale noire correspond au seuil de l'indice des prix courants (210) au-dessus duquel les troubles sociaux et émeutes de faim seront de forte probabilité.

Selon l'Organisation des Nations Unies (ONU, 2022), le choc alimentaire actuel nécessite des mesures d'urgence suivantes:

- Concentrer sur la production locale et renforcer les chaînes de production et de transformation des aliments;
- Maintenir la stabilité des prix et participer aux efforts internationaux de limiter le pic des prix;
- Protéger l'accès à la nourriture et veiller à ce que tous les individus puissent réaliser leur droit à la nourriture;
- Exempter les achats de denrées alimentaires pour l'aide humanitaire des restrictions à l'exportation avec effet immédiat;
- Les pays sont invités à maintenir leurs marchés alimentaires ouverts et à cesser les restrictions commerciales et les interdictions d'exportation;
- Eviter la spéculation, les achats de panique et la thésaurisation des produits alimentaires qui menacent l'approvisionnement et la solidarité en temps de crise;
- Répondre par des mesures de protection sociale adaptées aux conditions locales.

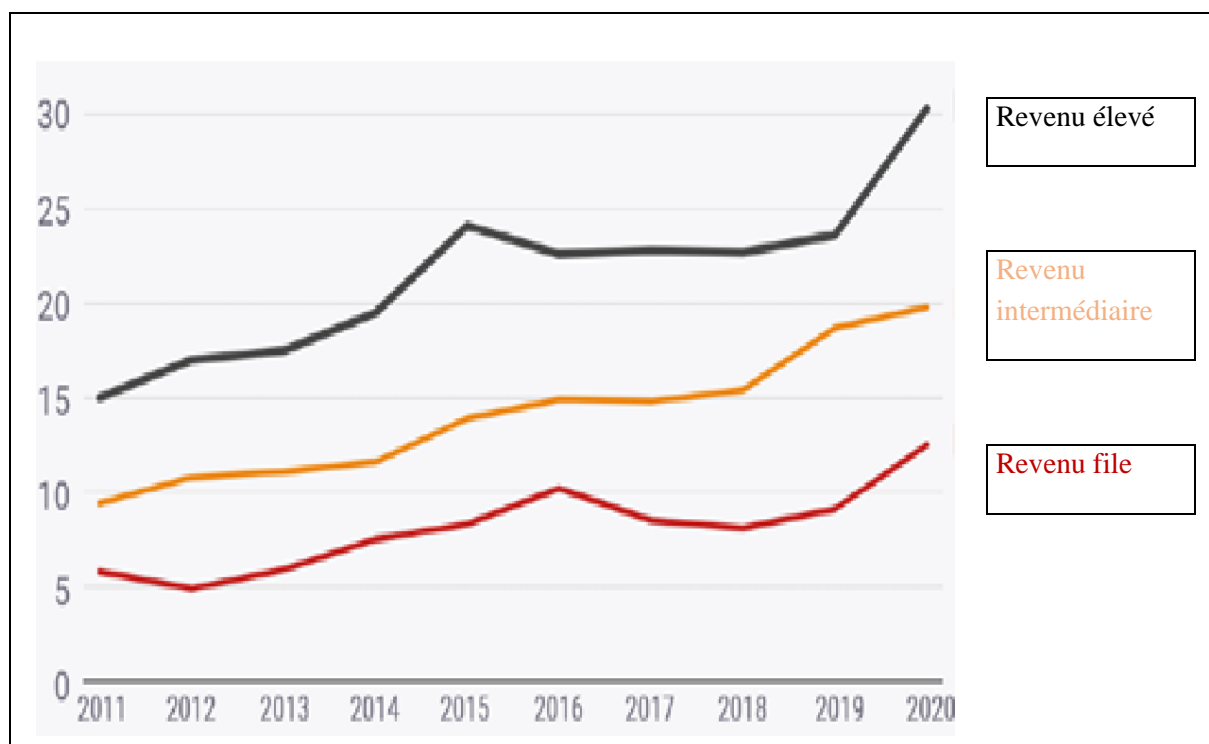
Le pic des prix des produits de base a aussi des effets négatifs sur les indicateurs macroéconomiques, notamment la position budgétaire, et l'accumulation des dettes extérieures (FMI, 2008).

#### 4. Choc alimentaire et dette extérieure publique :

La dépendance des pays pauvres au marché mondial des aliments aggrave le déficit commercial de ces pays à cause des importations en grande quantité de la majorité des besoins alimentaires et des exportations basées sur les matières premières, ce qui détériore les termes de l'échange et augmente le

besoin de financement extérieur de ces pays (FMI, 2008). Muhanji (2011) a démontré dans une étude que les importations alimentaires ont augmenté le niveau d'endettement des pays africains. Une hausse de 1% des importations alimentaires a augmenté de 0,20% la dette extérieure publique de Nigeria et Malawi. Les importations ont un effet positif sur la dette extérieure publique, tandis que les exportations ont un effet négatif sur la dette extérieure publique. Les recettes d'exportation sont utilisées pour rembourser la dette extérieure publique à mesure que les exportations augmentent. Avant le début de cette crise les pays en développement consacrent 16% de leurs recettes d'exportation au service de la dette extérieure publique. A titre de comparaison le service de la dette n'a jamais dépassé 3,4% des recettes d'exportation, quelle que soit l'année; après la restriction de la dette de l'Allemagne par les puissances alliées en 1953 (ONU, 2022).

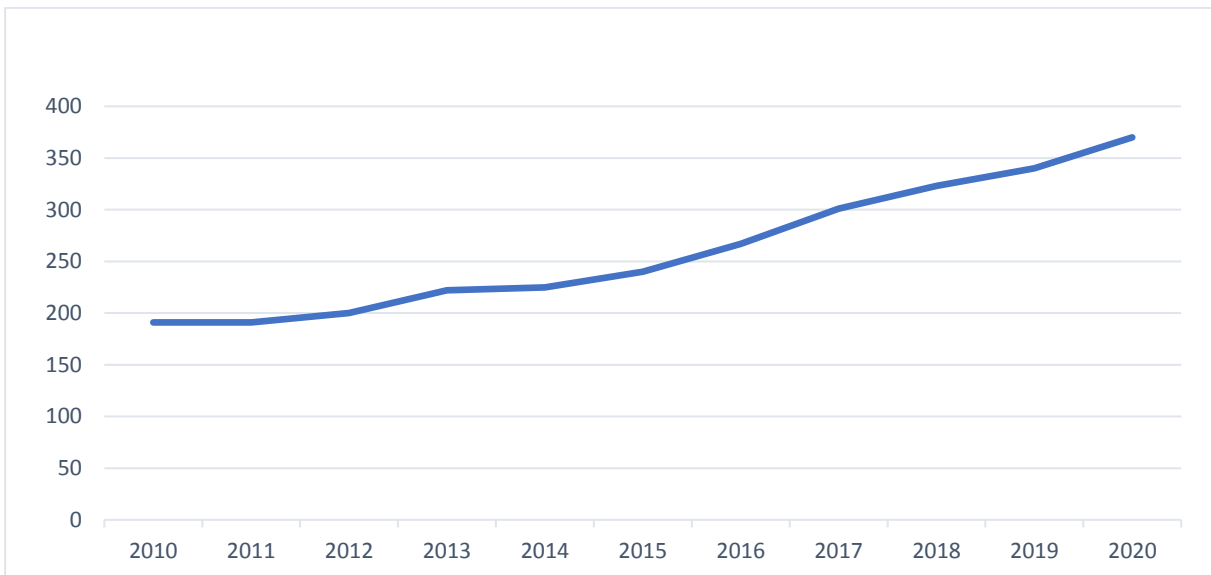
Le service de la dette extérieure publique en pourcentage des exportations des pays en développement a augmenté depuis 2019. En 2020 le service de la dette extérieure publique des pays à revenu faible a atteint 12,5% des exportations; celui des pays à revenu intermédiaire a été d'environ 20% des exportations, et celui des pays en développement à revenu élevé a été d'environ 30% des exportations (voir Figure 3).



**Figure 3 :** Service de la dette extérieure publique en pourcentage des exportations (pays en développement par groupe de revenu).

**Source:** Rapport de l'Organisation des Nations Unies (A three-dimensional crisis, 2022)

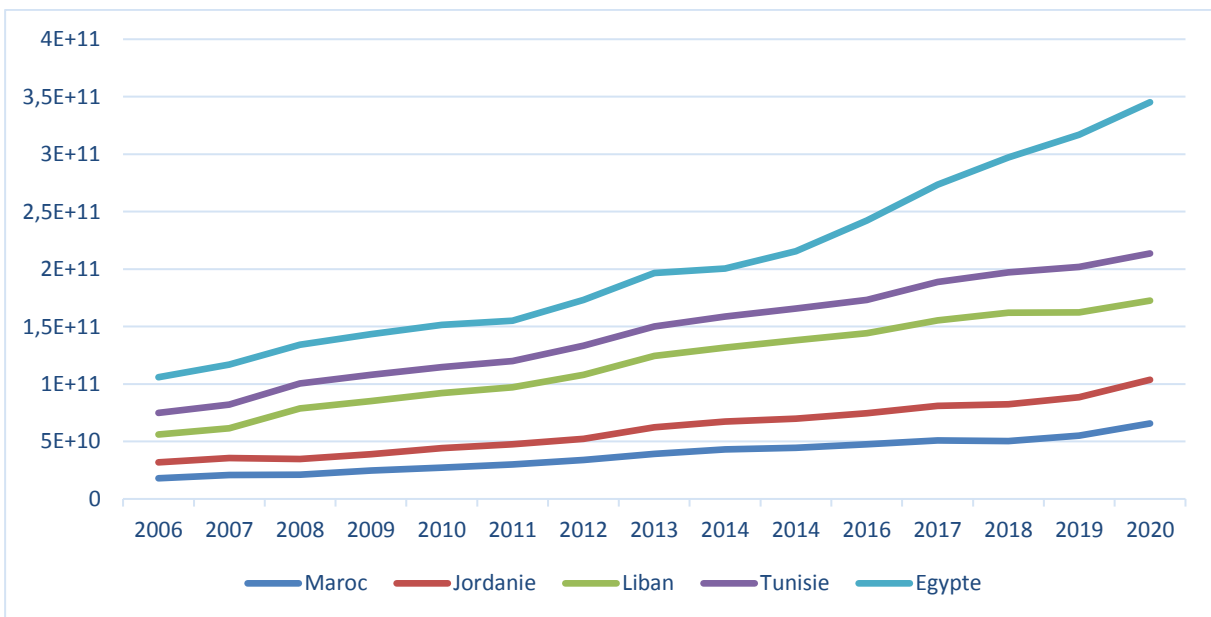
Selon la Banque mondiale l'endettement extérieur constitue 51% des flux vers la région MENA en 2019. Les pays de la région ont des ratios d'endettements extérieurs plus élevés. La dette extérieure publique de la région est en sensible augmentation. La baisse des exportations et diminution des recettes de pétrole suite à la chute des prix mondiaux sont deux éléments qui ont conduit à la hausse du ratio de la dette extérieure publique par rapport aux exportations, ce ratio a passé de 58% à 116% entre 2010 et 2019.



**Figure 4 :** Stock de la dette extérieure publique de la région MENA

**Source :** Elaboration des auteurs sur la base des données de statistiques de la dette (Banque mondiale,2022).

La dette extérieure publique de l’Egypte est en explosion, suivie par celle de la Tunisie et le Liban. La Jordanie et le Maroc sont les moins endettés (voir figure 5). Malgré la dernière position du Maroc, la dette extérieure publique marocaine est en augmentation depuis 2019, arrivant à 3,8 milliards de dollars (Banque mondiale, 2021).



**Figure 5 :** Stock de la dette extérieure publique de quelques pays de la region MENA.

**Source :** Elaboration des auteurs sur la base des données de la Banque mondiale (global développement finance, 2021).

Selon les estimations de FMI (2022), Les besoins de financement durant 2021-2022 de la région MENA augmenteront. Le financement interne permet aux gouvernements des pays de la région d’obtenir des sources de financement avec des coûts inférieurs à ceux du marché extérieur. La reprise lente et les risques

des PME augmenteront les prêts non productifs de la région, ce qui diminue la capacité des banques commerciales de la région à financer l'économie. En cas de chocs, les besoins de financement extérieur de la région MENA augmenteront (voir tableau 1).

**Tableau 1 :** Besoins et sources de financement public de la région MENA, 2021-2022 (Billions dollars)

	Besoins bruts de financement	Sources internes	Sources externes
Région MENA	919	735	185

**Source:** Estimation de FMI (Government debt and financing legacy risks from the pandemic, 2022).

D'autres facteurs incitent les gouvernements des pays en développement à recourir aux emprunts extérieurs. Les troubles sociaux et l'agitation politique sont la réaction émotionnelle des populations aux politiques injustes (Passarelli et al., 2017). Les troubles sociaux créent l'instabilité politique, ce qui par conséquent augmente le niveau d'endettement extérieur. Plus, l'instabilité politique est forte plus le risque d'accumuler la dette extérieure publique augmente (Citron et al., 1986; Bohn, 2002). Les troubles sociaux et l'instabilité politique exercent de pression sur les budgets des gouvernements des pays en développement. Les pays dont l'instabilité politique est forte, et les troubles sociaux en augmentation ont des niveaux d'endettements extérieurs élevés. (Ozler, 1971; Bohr, 2022). En Tunisie par exemple l'instabilité politique et troubles sociaux pendant et après la révolution de 2011 ont été accompagnés par une dette extérieure publique forte (Ben romdhane, 2019).

## 5. Conclusion

Les pays de la région MENA sont sensibles aux émeutes de faim et troubles sociaux associés à toute augmentation de prix. Les emprunts extérieurs de la région augmentent suite aux chocs externes. La gestion de la dette à court terme, règlementation des marchés financiers et réduction des besoins de financement public sont les solutions qui peuvent diminuer l'explosion de la dette extérieure publique de la région (FMI, 2022). Une stratégie de la production agricole destinée à fournir les besoins internes en matière des denrées alimentaires et renforcement de la coopération régionale sont indispensables à la stabilité politique et le développement de la région.

## BIBLIOGRAPHIE

- [1] J.-P. Kintz, « Wilhem Abel, Massenarmut und Hungercrisen im vorindustriellen Europa. Versuch einer Synopsis (Paupérisme et crises de subsistances dans l'Europe pré-industrielle), 1974 », p. 3.
- [2] M. Lagi, Y. Bar-Yam, K. Z. Bertrand, et Y. Bar-Yam, « The Food Crises: A quantitative model of food prices including speculators and ethanol conversion ». arXiv, 21 septembre 2011. Consulté le: 13 juin 2022. [En ligne]. Disponible sur: <http://arxiv.org/abs/1109.4859>
- [3] M. Lagi, K. Z. Bertrand, et Y. Bar-Yam, « The Food Crises and Political Instability in North Africa and the Middle East », *SSRN Journal*, 2011, doi: [10.2139/ssrn.1910031](https://doi.org/10.2139/ssrn.1910031).
- [4] S. Basak et D. Makarov, « STRATEGIC ASSET ALLOCATION IN MONEY MANAGEMENT », p. 46.
- [5] C. Brunetti, B. Büyük, et J. H. Harris, « Speculators, Prices and Market Volatility », p. 34.
- [6] M. F. Bellemare, « Rising Food Prices, Food Price Volatility, and Social Unrest », *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 97, n° 1, p. 1-21, janv. 2015, doi: [10.1093/ajae/aau038](https://doi.org/10.1093/ajae/aau038).
- [7] M. E. Moujabber, H. Belhouchette, M. Belkhdouja, P. Kalaitzis, R. Cosentino, et W. Occhialini, « Research and innovation as tools for sustainable agriculture, food and nutrition security: extended abstracts and papers », p. 204.
- [8] P. Barrett, « Reported Social Unrest Index: March 2022 Update », *IMF Working Papers*, vol. 2022, n° 084, p. 1, mai 2022, doi: [10.5089/9798400209253.001](https://doi.org/10.5089/9798400209253.001).



- [9] Y. B. Romdhane et M. B. Amar, « Relationship between the Exchange Rate and Macroeconomic Instability Before and After the Tunisian Revolution », vol. 05, n° 04, p. 12, 2019.
- [10] F. Bohn, « Public Finance under Political Instability and Debt Conditionality », p. 30.
- [11] J. Vercammen et A. Doroudian, « Portfolio Speculation and Commodity Price Volatility in a Stochastic Storage Model », *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 96, n° 2, p. 517-532, mars 2014, doi: [10.1093/ajae/aat098](https://doi.org/10.1093/ajae/aat098).
- [12] A. Arouna, G. Soullier, P. Mendez del Villar, et M. Demont, « Policy options for mitigating impacts of COVID-19 on domestic rice value chains and food security in West Africa », *Global Food Security*, vol. 26, p. 100405, sept. 2020, doi: [10.1016/j.gfs.2020.100405](https://doi.org/10.1016/j.gfs.2020.100405).
- [13] T. Haniotis et J. Baffes, *Placing The 2006/08 Commodity Price Boom Into Perspective*. The World Bank, 2010. doi: [10.1596/1813-9450-5371](https://doi.org/10.1596/1813-9450-5371).
- [14] S. Muhanji et K. Ojah, « Management and sustainability of external debt: A focus on the emerging economies of Africa », *Review of Development Finance*, vol. 1, n° 3-4, p. 184-206, juill. 2011, doi: [10.1016/j.rdf.2011.09.001](https://doi.org/10.1016/j.rdf.2011.09.001).
- [15] M. G. Rasaki et C. Malikane, « Macroeconomic shocks and fluctuations in African economies », *Economic Systems*, vol. 39, n° 4, p. 675-696, déc. 2015, doi: [10.1016/j.ecosys.2015.02.002](https://doi.org/10.1016/j.ecosys.2015.02.002).
- [16] *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021*. FAO, 2021. doi: [10.4060/cb4474fr](https://doi.org/10.4060/cb4474fr).
- [17] « International Debt Statistics 2022 », p. 207.
- [18] E. I. Ianchovichina, J. L. Loening, et C. A. Wood, « How Vulnerable are Arab Countries to Global Food Price Shocks? », *The Journal of Development Studies*, vol. 50, n° 9, p. 1302-1319, sept. 2014, doi: [10.1080/00220388.2014.928698](https://doi.org/10.1080/00220388.2014.928698).
- [19] B. Senauer et L. Venturini, « Globalization of Food Systems », p. 40.
- [20] M. Kalkuhl, J. von Braun, et M. Torero, Éd., *Food Price Volatility and Its Implications for Food Security and Policy*. Cham: Springer International Publishing, 2016. doi: [10.1007/978-3-319-28201-5](https://doi.org/10.1007/978-3-319-28201-5).
- [21] I. Rudolfson, « Food Insecurity and Domestic Instability: A Review of the Literature », *Terrorism and Political Violence*, vol. 32, n° 5, p. 921-948, juill. 2020, doi: [10.1080/09546553.2017.1418334](https://doi.org/10.1080/09546553.2017.1418334).
- [22] A. Senhadji, « External shocks and debt accumulation in a small open economy », *Review of Economic Dynamics*, vol. 6, n° 1, p. 207-239, janv. 2003, doi: [10.1016/S1094-2025\(02\)00015-7](https://doi.org/10.1016/S1094-2025(02)00015-7).
- [23] S. Ozler et G. Tabellini, « External Debt and Political Instability », National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, w3772, juill. 1991. doi: [10.3386/w3772](https://doi.org/10.3386/w3772).
- [24] F. Passarelli et G. Tabellini, « Emotions and Political Unrest », *journal of political economy*, p. 44.
- [25] J.-T. Citron et G. Nickelsburg, « Country risk and political instability », *Journal of Development Economics*, vol. 25, n° 2, p. 385-392, avr. 1987, doi: [10.1016/0304-3878\(87\)90092-7](https://doi.org/10.1016/0304-3878(87)90092-7).
- [26] P. Y. Jégourel, « Bilan 2021 et perspective 2022 : une persistance des tensions sur les marchés mondiaux de matières premières ? », p. 12, 2022.